

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/15
10 septembre 2003

(03-4749)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

RÉPUBLIQUE DE CORÉE

Déclaration de S.E. M. Hwang Doo-yun
Ministre du commerce

Au nom du gouvernement coréen, je voudrais exprimer ma très profonde gratitude au peuple et au gouvernement du Mexique pour l'accueil qu'il a réservé à la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC. Je voudrais aussi remercier le Directeur général, M. Supachai Panitchpakdi, le Secrétariat de l'OMC et S.E. Carlos Perez del Castillo, Président du Conseil général, pour leur dévouement et le travail considérable qu'ils ont accompli pour préparer cette conférence ministérielle.

Pour commencer, je profiterai de l'occasion qui m'est offerte de souhaiter de tout cœur la bienvenue à nos nouveaux Membres, le Cambodge et le Népal, qui rejoindront officiellement l'OMC pendant la présente Conférence ministérielle. Nos congratulations vont aussi à la République de Macédoine et à l'Arménie, qui se sont jointes à nous cette année. Mon pays se réjouit à la perspective de travailler avec ces nouveaux Membres pour relever les nombreux défis auxquels l'OMC doit faire face.

Il y a deux ans à Doha, nous avons lancé le Programme de Doha pour le développement, tous ensemble convaincus de l'importance capitale du système commercial multilatéral. Nous sommes maintenant à mi-parcours des négociations, mais le chemin est semé d'embûches. La reprise de l'économie mondiale reste hésitante dans un climat d'incertitude économique et de tensions internationales croissantes. L'expansion du commerce international s'est pratiquement arrêtée au cours des deux dernières années, alors que la décennie précédente avait connu une croissance inégalée jusqu'alors. La prolifération des accords commerciaux régionaux a fait naître des doutes quant au bien-fondé de l'OMC. Et face à l'avancée stupéfiante de la mondialisation, un ajustement des règles commerciales multilatérales s'avère à la fois nécessaire et urgent.

De graves problèmes se posent et c'est précisément la raison pour laquelle nous ne devons pas permettre que ces négociations échouent. Pour lever les doutes et rétablir la confiance en une économie mondiale ouverte, il est essentiel que le Programme de Doha pour le développement soit un succès.

Nous avons fait jusqu'ici des progrès considérables dans la mise en œuvre du Programme. Ces progrès ne sont peut-être pas à la hauteur des ambitions que nous nous étions fixées à Doha, mais nous remarquons aujourd'hui les signes encourageants d'un nouvel élan. L'accord historique conclu à Genève il y a moins de deux semaines sur les ADPIC et la santé publique non seulement montre que le système fonctionne, mais prouve aussi au monde entier notre engagement en faveur de l'allègement des souffrances humaines.

Je crois sincèrement que nous pouvons mettre à profit cet élan pour remplir notre mission ici, à Cancún. À notre avis, les tâches les plus importantes sont de trois ordres: premièrement, établir des cadres rigoureux pour les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits agricoles et non

./.

agricoles; deuxièmement, engager les négociations sur les questions de Singapour; troisièmement, donner l'orientation politique nécessaire dans les autres domaines.

Dans le domaine de l'agriculture, la Corée reste foncièrement attachée à une réforme continue. À cet effet, elle a scrupuleusement appliqué les engagements qu'elle avait pris pendant le Cycle d'Uruguay, ce qui a été extrêmement douloureux et difficile, tant politiquement qu'économiquement. Un programme de réforme plus radical, qui pourrait saper la base minimale de production sans laquelle il ne peut y avoir de sécurité alimentaire ni de fiabilité rurale, est sans aucun doute voué à l'échec. C'est pourquoi nous étions convenus à Doha que le processus de réforme devait prendre en compte les considérations autres que d'ordre commercial. Le cadre à établir pour les négociations agricoles doit respecter les termes de cet accord.

Les produits non agricoles sont l'élément clé du commerce international depuis de nombreuses décennies. Il est donc impératif que nous nous fixions des ambitions plus hautes. L'élargissement de l'accès aux marchés est un excellent moyen de surmonter les difficultés économiques. Cela est également vrai pour les échanges entre pays en développement, qui s'intensifient.

L'OMC doit continuer d'évoluer pour pouvoir suivre le rythme de changement rapide de l'environnement commercial mondial. L'appel à des négociations sur les questions de Singapour est une réponse à cette exigence. Après sept ans de discussion, nous ne pouvons nous permettre d'atermoyer davantage pour engager les négociations sur les questions de l'investissement, de la politique de la concurrence, de la transparence des marchés publics et de la facilitation des échanges. Il s'agit véritablement de préoccupations d'ordre commercial qui se situent au cœur même de la question de l'accès aux marchés. Pour que l'OMC conserve sa raison d'être dans l'économie mondiale, il faut qu'elle entame les négociations sur les questions de Singapour.

Le Programme de Doha pour le développement est un programme équilibré et de vaste portée. Pour la Corée, il est essentiel qu'à l'issue des négociations des résultats importants aient été obtenus dans les domaines des services et des règles. Nous jugeons encourageants les progrès réalisés à cet égard. Nous espérons que les négociations sur les services vont s'accélérer et qu'elles verront une plus grande participation des pays en développement. Nous espérons aussi que les négociations sur les règles, qui, dans le cadre du Programme de Doha pour le développement, restent l'une des toutes premières priorités de la Corée, déboucheront sur une clarification et une amélioration de l'Accord antidumping.

Il va sans dire que la prise en compte des problèmes liés au développement est une condition essentielle du succès du Programme de Doha pour le développement. Mais nos efforts en ce sens ne devraient pas être limités aux questions qu'il est convenu d'appeler questions de développement. La Corée sait par expérience qu'un accès aux marchés plus large et des règles multilatérales efficaces comptent parmi les moteurs les plus puissants du développement économique.

Pour conclure, je voudrais souligner que la présente Conférence ministérielle représente plus qu'un examen à mi-parcours. Notre capacité de prendre ici même les décisions nécessaires et de donner des orientations supplémentaires aura une influence déterminante sur l'avenir du Programme de Doha pour le développement. Comme beaucoup d'autres Membres, la Corée est désireuse de voir les négociations de Doha aboutir de façon satisfaisante d'ici au 1^{er} janvier 2005. Elle sera un partenaire actif et constructif dans l'entreprise commune en vue de renforcer encore le système commercial multilatéral.